

**DECLARATION DU FORUM DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE  
CENTRAFRIQUE (FFPCA), démembrement de l'Assemblée Nationale,  
Haut lieu de la Démocratie.**

Le Forum des Femmes Parlementaires de Centrafrique a pour objectif principal de faire la promotion du leadership féminin et d'œuvrer pour la présence des femmes dans les instances de prise de décision, conformément à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, au Protocole de Maputo, à la Constitution de la République Centrafricaine du 30 mars 2016.

Nous, Députées de la Nation, membres du Forum des Femmes Parlementaires de Centrafrique, signataires de la présente déclaration, sommes consternées et scandalisées par les événements qui se sont produits dans les journées du jeudi 8 et vendredi 9 septembre 2022 devant la Cour Constitutionnelle.

Pendant ces événements, des propos injurieux, suivis des menaces de mort à l'endroit des membres de la Cour Constitutionnelle, notamment de sa Présidente et d'appel à sa démission ont été observés.

Face à ces agissements d'une extrême gravité et qui n'honorent nullement notre jeune démocratie, Nous, femmes parlementaires, ne pouvant rester insensibles, saisissons cette opportunité pour condamner avec fermeté ces actes qui sont de nature à porter atteinte à l'indépendance et au bon fonctionnement de cette haute Institution, qu'est la Cour Constitutionnelle.

Par la même occasion, nous nous élevons contre les injures et autres traitements dégradants émanant d'une partie de la population centrafricaine à l'endroit de la femme centrafricaine en général et de la Présidente de la Cour Constitutionnelle en particulier qui tendent à devenir monnaie courante dans notre pays. Ceci constitue à nos yeux une violation flagrante des droits humains pour laquelle leurs auteurs, pourtant bien connus, ne sont ni inquiétés ni poursuivis.

Nous, femmes parlementaires soussignées, s'indignons de la non réaction à ce jour des autorités qui s'apparente à un silence complice de ces événements malheureux.

Fort de ce qui précède, nous femmes parlementaires :

- Appelons à la cessation immédiate de ces agissements qui sont aux antipodes des valeurs démocratiques dont la Journée internationale sera célébrée le 15 septembre prochain;

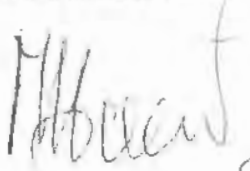
- Demandons aux autorités de prendre toutes les dispositions nécessaires pour veiller au respect des Institutions républicaines ;
- Exhortons les Forces de Défense et de Sécurité Intérieure (FDSI) ainsi que la MINUSCA à user de tout moyen en vue de garantir la sécurité physique des membres de la Cour Constitutionnelle ;
- Lançons un appel à la retenue à l'endroit des manifestants.

Fait à Bangui, le 12 Septembre 2022

**Ont signé :**

**Émilie Béatrice EPAYE**

Députée de Markounda



**Me Christiane DORAZ SEREFESSENET**

Députée de Bossangoa 2



**Rachel NGAKOLA**

Députée de Bambari 1



**Mme Bernadette David GOMINA-PAMPALI**

Députée de Bayanga



**Ampliations :**

- Présidence ;
- Assemblée Nationale ;
- Prémature.